Ils s'expriment

Conformément au Code Général des Collectivités Locales, le MMMag réserve un espace d'expression aux groupes politiques constitués du conseil de Métropole.

Groupe majoritaire d'intérêt communal

De l'expertise économique

La Cour des Comptes, l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), le Fonds Monétaire International (FMI), la Commission Européenne demandent à la France de réformer son marché du travail. Les amendements proposés sont connus : assouplissement du CDI pour lever la peur de l'embauche, développement des négociations au niveau de l'entreprise pour une meilleure adaptation au terrain, gestion des licenciements économiques. Ces propositions sont soutenues par les « meilleurs » économistes français : Jean Tirole, prix Nobel d'économie, Olivier Blanchard, ancien chef économiste au FMI, Philippe Aghion, professeur au Collège de France, Élie Cohen, directeur de recherche au CNRS, Agnès Benassy-Queri, professeur à Paris School of Economics... *(Le Monde du 5 mars 2016)* qui soutiennent la thèse que la réforme El Khomri est *« une avancée pour les plus fragiles »*. D'autres « meilleurs» économistes : Philippe Askenazy du CNRS, Daniel Cohen, professeur à l'École Normale Supérieure, Camille Landais, London School of Economics, Éric Maurin, professeur à Paris School of Economics, Thomas Piketty, professeur à Paris School of Economics... soutiennent la thèse inverse *« la loi travail ne réduira pas le chômage » (Le Monde du 10 mars 2016)*. Comment s'y retrouver ? Dans le second texte une toute petite phrase est problématique : *« le gouvernement (devrait) lancer une véritable renégociation du traité budgétaire de 2012. »* Ce qui sous-entend que la politique économique européenne est mauvaise, qu'on doit en changer et qu'il suffit que la France le demande pour qu'automatiquement les autres pays européens acceptent la demande française. C'est oublier que la France n'est qu'un pays européen parmi d'autres, que la France a signé et accepté toute une série de règles qu'elle respecte peu ou pas et qu'à ce titre, n'en déplaise à nous Français, elle est considérée comme un partenaire peu fiable (sur le plan économique). En fait Daniel Cohen *(Le Monde du 3 mars 2016)* avait parfaitement analysé la situation : *« On ne change pas le marché de l'emploi par décret. »* « *Le problème n'est pas tant de réformer le code du travail que de restaurer la confiance dans le projet de société pour lequel les réformes sont engagées. »* C'est bien là que réside le problème principal des politiques : comment restaurer la confiance dans leurs paroles, leurs analyses, leurs propositions ? Il est absolument nécessaire que chacun s'évertue à affronter cette exigence avec opiniâtreté et détermination, faute de quoi un climat de suspicion généralisée s'installe dont le pire peut surgir.

Max Lévita
Vice-président en charge des Finances

Groupe Les Républicains - Centre - Société civile

Super-président, maire à quart de temps ?

Elle est bien loin l'époque où Philippe Saurel clamait haut et fort qu'il serait « un maire à plein temps ». Après avoir obtenu la présidence de Montpellier Méditerranée Métropole et récupéré celle ACM Habitat, il vient d'être nommé président de la société d'économie mixte Montpellier Events, qui gère, entre autres, le Corum, le Zénith et le parc des expositions.
Mais quand Philippe Saurel va-t-il arrêter de bafouer la promesse de non-cumul de mandats qu'il a faite à ses électeurs, après avoir fortement critiqué ceux qui l'avaient fait avant lui ? Quand va-t-il trouver le temps de se consacrer sérieusement à son mandat de maire, pour lequel il a sollicité les suffrages des Montpelliérains ? Le vieux proverbe *« qui trop embrasse, mal étreint »*, semble aujourd'hui parfaitement adapté à la situation. Pendant ce temps, vos élus Les Républicains-Centre-Société Civile continuent de porter votre voix et restent à votre écoute, avec la passion de Montpellier.